

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

PROCEDURE ADAPTEE



Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales sous l'autorité de gestion de la Région Occitanie Pyrénées - Méditerranée

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or

Cellule technique

130 chemin des Merles - 34400 LUNEL

Tél. 04 67 22 00 20

secretariat@sympo.fr

Sites NATURA 2000 « Etang de Mauguio » ZSC FR 9101408 - ZPS FR 9112017

Mise à jour des cartographies des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de leur état de conservation

N° marché : Sympo – N2000 – 01 2019

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Février 2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 -	OBJET DU MARCHE	3
1.2 -	DECOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES	3
1.3 -	OPTIONS ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	3
1.4 -	DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 2 :	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	3
ARTICLE 3 :	DELAIS D'EXECUTION DES INTERVENTIONS.....	4
ARTICLE 4 :	CONDITIONS D'EXECUTION DES ETUDES	4
ARTICLE 5 :	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 :	MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 7 :	GARANTIES FINANCIERES	4
ARTICLE 8 :	AVANCE	4
ARTICLE 9 :	PRIX DU MARCHE.....	5
9.1 -	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	5
9.2 -	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	5
ARTICLE 10 :	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	5
10.1 -	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	5
10.2 -	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	5
10.3 -	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT	6
ARTICLE 11 :	PENALITES.....	7
11.1 -	PENALITES DE RETARD	7
11.2 -	PENALITES D'INDISPONIBILITE POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	7
11.3 -	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	7
ARTICLE 12 :	ASSURANCES.....	7
ARTICLE 13 :	RESILIATION DU MARCHE	7
ARTICLE 14 :	DROIT ET LANGUE	8
ARTICLE 15 :	CLAUSES COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 16 :	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	8

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Mise à jour des cartographies des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de leur état de conservation des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio » (ZSC FR 9101408 - ZPS FR 9112017).

Le contenu détaillé des prestations est porté au CCTP .

Lieu(x) d'exécution : Bassin de l'Or (département de l'Hérault).

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Décomposition en lots et en tranches

Par dérogation à l'article 32 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il n'est pas prévu de décomposition en lots. La mission demandée correspond à une prestation unique non décomposable.

1.3 - Options et Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne prévoit pas d'options ou Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

1.4 - Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.A.P.

La durée totale du marché ne pourra excéder 8 mois.

La durée du marché court à compter de sa date de notification jusqu'à sa réception.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- La décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le mémoire technique rendu par le prestataire.

B) Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles – version 2009.

Article 3 : Délais d'exécution des interventions

Les délais d'exécution de l'ensemble des prestations sont stipulés à l'acte d'engagement.

Article 4 : Conditions d'exécution des études

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera autant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 5 : Constataction de l'exécution des prestations

Concernant les vérifications et décisions après vérifications, aucune stipulation particulière n'est prévue.

Article 6 : Maintenance et garanties des prestations

Sans objet.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

Ce marché ne fait pas l'objet d'une obligation de versement d'une avance au sens du règlement de Marchés Publics en vigueur.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire spécifié dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'entreprise proposera son prix global forfaitaire selon les différentes phases de mission énoncées dans le CCTP, et les prix définis au DPGF.

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-PI, en fonction de l'état d'avancement de la prestation.

Aucun document ne sera considéré comme définitif tant qu'il n'aura pas été validé par le Maître d'ouvrage.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G. –PI.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;

- Tout rabais, remises, ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- En cas de cotraitance :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G. – PI.

- En cas de sous-traitance :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (Symbo)
130, chemin des Merles
34400 LUNEL

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

L'offre du candidat devra proposer un planning détaillé et des délais d'intervention correspondant aux contraintes de calendrier et de délais contenues dans le CCTP, document qu'il devra respecter sous peine de pénalité de retard conformément à l'art 14.1 du CCAG-PI.

11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de MONTPELLIER est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 15 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 16 : Déroghations au C.C.A.G.

Sans objet